

Transcription de l'interview de Jacques Delors - Partie 2 - Le parcours de Jacques Delors avant sa présidence à la Commission européenne (Paris, 16 décembre 2009)

Légende: Transcription de l'interview de Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes de 1985 à 1995, réalisée par le Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) le 16 décembre 2009 dans les locaux du think tank «Notre Europe» à Paris dont Jacques Delors est le président fondateur. Conduit par Étienne Deschamps, chercheur au CVCE, l'entretien porte particulièrement sur les sujets suivants: les origines de sa sensibilité pour la construction européenne, l'influence du mouvement personnaliste, le Commissariat au Plan, Jacques Chaban-Delmas, la concertation sociale et la Nouvelle société, les premières expériences communautaires et le Parlement européen et les partis politiques européens.

Source: Interview de Jacques Delors / JACQUES DELORS, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 16.12.2009. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:41:44, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_jacques_delors_partie_2_1_e_parcours_de_jacques_delors_avant_sa_presidence_a_la_commission_europeenne_paris_16_decembre_2009-fr-0e04348e-23a7-4388-b77e-2d3dbca697ee.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview de Jacques Delors - Partie 2 - Le parcours de Jacques Delors avant sa présidence à la Commission européenne (Paris, 16 décembre 2009)

Table des matières

- I. Les origines de la sensibilité de Jacques Delors pour la construction européenne
- II. L'influence du mouvement personnaliste
- III. Activités et formation au Commissariat au Plan
- IV. Jacques Chaban-Delmas, la concertation sociale et la Nouvelle société
- V. Les premières expériences communautaires, et membre du Parlement européen
- VI. Les partis politiques européens

I. Les origines de la sensibilité de Jacques Delors pour la construction européenne

[Étienne Deschamps] Monsieur Delors, très vite après la guerre, jeune adolescent, vous avez entamé une carrière militante au sein de la jeunesse étudiante chrétienne, mais plus encore au sein de...

[Jacques Delors] ... de la J.O.C.

[Étienne Deschamps] ... la jeunesse ouvrière chrétienne effectivement. Est-ce qu'à ce moment-là, l'idée d'un rapprochement, donc quelques années à peine après la fin de la guerre, l'idée d'un rapprochement entre des nations peu de temps auparavant ennemies était quelque chose qui déjà vous attirait au sein du débat public?

[Jacques Delors] Mon père me l'avait enseignée. Il était mutilé de la guerre de 1914-1918 à 90 %, laissé pour mort sur le champ de bataille, et donc il avait vu avec horreur venir les événements des années trente et autres et il m'avait toujours enseigné quand j'étais jeune qu'il fallait trouver les moyens d'une réconciliation. Donc c'est à mon père que je dois ça.

[Étienne Deschamps] Et est-ce que – cette question peut paraître un peu abrupte –, mais est-ce que pour le jeune homme que vous étiez qui sortait d'une période d'occupation, l'Allemagne, l'ennemi héréditaire avec lequel on entendait s'entendre désormais, était un [...]

[Jacques Delors] C'était assez simple pour moi, j'avais un correspondant allemand puisque j'étudiais l'allemand avant-guerre au Lycée Voltaire. Puis, comme j'ai fait sept lycées, les langues étaient différentes. Je me préoccupais de ce qu'il était devenu. Deuxièmement, il a fallu que je me cache pour ne pas aller au STO, au service de travail obligatoire. J'ai changé de local. Mais quand est arrivée la libération, compte-tenu de ce que m'a dit mon père, je pensais qu'il fallait [...], et puis je savais aussi historiquement que le traité de Versailles n'avait pas été très bien conçu du point de vue de l'avenir de la paix en Europe, donc toutes ces raisons faisaient que dès l'âge de dix-neuf ans, je pensais qu'il fallait trouver une solution. Mais je sortais d'une année de retrait de la vie pour éviter le STO, j'avais mon bac. Je pensais que mes parents avaient fait assez d'efforts pour moi, il fallait que je travaille. Donc dès que la libération est intervenue, je suis rentré, vraiment au souhait de mon père, à la Banque de France.

[Étienne Deschamps] Et dans les mouvements tels que la J.O.C, à ce moment-là les questions européennes sont un sujet dont on parle, ou pas encore?

[Jacques Delors] La J.O.C, j'y suis resté surtout de 1936 à 1940 et à nouveau à partir de 1944, donc à ce moment-là, les grands problèmes étaient ceux de la classe ouvrière, de son rôle, de l'absence des chrétiens ou de l'insuffisante présence des chrétiens dans ce monde. Dès que je suis rentré à la Banque de France, j'ai adhéré au syndicat pour continuer mon travail – enfin mon travail –, ma participation comme adhérent à la jeunesse ouvrière chrétienne qui m'a beaucoup appris, parce que tous mes camarades n'avaient pas tous la chance d'aller jusqu'au baccalauréat. Ils avaient quitté l'école à quatorze ou quinze ans ou seize ans, donc tout ça, ça m'a beaucoup appris sur l'inégalité. Dans le fond, ma grande motivation, c'était la lutte contre les

inégalités, plus que l'Europe.

[Étienne Deschamps] Fin des années 40, début des années 50, l'effervescence évidemment européenne autour de la CECA et d'autres projets qui ont ou qui n'ont pas abouti, les mouvements européens singulièrement fédéralistes, sont très actifs à Paris comme ailleurs. Est-ce que le jeune homme que vous êtes à ce moment-là est sensible, est actif au sein de ces structures?

[Jacques Delors] Non, parce que jusqu'en 1952, j'ai dû cumuler le travail, les études, le syndicalisme et ma participation à une équipe de basket-ball bien classée, donc ça suffisait à mon activité. J'étais marié, j'avais des enfants, donc je n'étais pas très sensible à ça. Ça m'est venu à cause du syndicalisme et de la réticence de la minorité de la CFTC de l'époque, qui est devenue la majorité depuis, vis-à-vis d'une construction européenne qui serait trop dominée par l'Allemagne. Et surtout, nous nous inquiétions sur la capacité de la France à rentrer vraiment dans le mouvement, et donc ce qui fait que nous étions pour l'Europe, mais nous nous demandions si la France serait capable de tenir tête. Voilà, c'est ça qui explique les articles que j'ai pu faire, sous le nom de Roger Jacques, puisque ma situation comme fonctionnaire de la banque m'empêchait d'en faire plus, donc nous en étions à nous dire: «Pourvu que la France tienne le coup!». Voilà, c'était ça notre problème. Mais l'appel de Robert Schuman avait frappé notre cœur et notre intelligence, comme je l'avais dit tout à l'heure à votre collègue.

[Étienne Deschamps] Quelques années auparavant, la CFTC, très vite, notamment dans le cadre de la CECA ou du comité économique et social de la CECA, à Luxembourg, la CFTC participe comme bien d'autres syndicats à [...]

[Jacques Delors] Et puis, elle avait un membre dans la Haute Autorité que j'ai bien connu, qui m'a beaucoup enseigné. Donc voilà, la CFTC était là, bon, même la minorité qui était contestatrice sur d'autres points était là et dans le fond... Mais moi, si vous voulez, il fallait comprendre mon programme, je passais huit à neuf heures par jour à la Banque de France, puis j'allais ensuite militer à la CFTC, puis à la Vie Nouvelle et donc j'étais extrêmement pris. Je n'étais pas né avec une cuillère en argent dans la bouche, voilà. Donc ça m'a demandé beaucoup de travail mais je l'ai fait.

[Étienne Deschamps] Vous nous avez dit que l'appel de Robert Schuman, la déclaration du 9 mai 1950 vous avait marqué, comme l'ensemble des jeunes hommes et femmes de votre génération. Est-ce que vous étiez également sensible au projet européen et aux positions européennes, au-delà de la personnalité de Schuman, du MRP?

[Jacques Delors] Oui, parce que j'ai été membre du MRP pendant neuf mois, mais ça ne me plaisait pas, franchement. Moi, je n'ai pas critiqué, je disais simplement *[as a] matter of fact*, ça ne me plaisait pas. Mais quand même, j'ai toujours gardé, même en étant plus à gauche, d'abord la Jeune République – grand parti avant, petit parti quand j'y étais –, puis le Parti socialiste unifié. J'étais quand même très sensible aux positions européennes, ce qui a expliqué ma chance quand je suis devenu président de la Commission d'être au carrefour des socialistes et des démocrates-chrétiens sans problèmes. Ma capacité, ma chance de dialogue avec les deux étaient totales.

[Étienne Deschamps] Robert Schuman, que vous avez eu l'opportunité de rencontrer?

[Jacques Delors] Ah non, j'ai rencontré son directeur de cabinet, qui est devenu mon patron à la Banque de France, mais lui je n'en ai jamais eu l'occasion, alors qu'en 1962 j'ai été dans la création qu'il avait faite du commissariat général au Plan, mais malheureusement je n'ai jamais eu le bonheur de le rencontrer dans ma vie. Mais je le suivais de loin, et j'ai peu à peu appris à le connaître, mais il m'a fallu du temps. Moi, au début, j'étais pour la réconciliation, puis pour la construction d'une Europe équilibrée sans trop de domination de l'Allemagne, pour parler franchement, puis ensuite je me suis mis à approfondir tout ça, vers les années 1958-1962, voilà.

II. L'influence du mouvement personnaliste

[Étienne Deschamps] Quand, en 1953, vous adhérez avec votre épouse au mouvement personnaliste qu'est la Vie Nouvelle, est-ce que vous étiez conscient, et si oui, partagiez-vous les idées européennes défendues déjà dans l'entre-deux-guerres par Jacques Maritain ou Emmanuel Mounier?

[Jacques Delors] Oui, j'avais, dans mes heures libres, j'avais lu tout ça. J'avais lu tout ça et ça m'avait beaucoup impressionné, surtout Maritain, qui a maintenant sa fondation à Rome, je crois. Si vous voulez, c'était toujours mon inspiration profonde. Donc au-delà des événements que je n'étais pas toujours en mesure de bien juger, je n'étais pas en position de responsabilité, mais j'étais tout à fait sensible à ça, et surtout du point de vue européen, à Maritain. Et puis, il y a eu une révélation, c'est quand Hannah Arendt a parlé du pardon et de la promesse. Là je me suis dit, voilà la formule qui justifiera leur chemin. Elle l'a publiée au début des années 60, mais le pardon qui n'est pas l'oubli et la promesse que les nouvelles générations allemandes seront réintégrées dans la commune, ça ça m'a complètement convaincu et je vous dis, à ce moment-là j'ai compris que l'appel de Robert Schuman – excusez-moi d'employer ça, on va dire c'est chrétien – avait une haute valeur spirituelle. Pas simplement politique, mais spirituelle. Et ce jour-là, j'ai dit: «Voilà, la voie est tracée».

[Étienne Deschamps] Maritain et Mounier, vous les avez rencontrés?

[Jacques Delors] Non, ni l'un ni l'autre, mais j'ai fréquenté la revue *Esprit*, y compris en faisant des articles dès les années 50 et le personnalisme communautaire demeure ma ligne. Comme elle n'est plus celle de la revue *Esprit*, je peux d'autant plus le dire. *Esprit* est une revue toujours intéressante, je suis abonné, mais qui ne parle jamais plus du personnalisme communautaire, qui est à mon avis une conception à la fois de l'homme qui n'est pas seul dans la vie, qui se définit aussi par rapport aux autres et qui a donné au communautarisme, tant décrié de nos jours, sa valeur essentielle. Mais aujourd'hui tant décrié. Si je dis que je suis communautariste aujourd'hui, je me fais injurier par tout le monde en France. Le communautaire, ça veut dire quoi? Ça veut dire que je ne suis pas seul, que je ne me construis pas seul, que je me construis aussi avec les autres. Que ma personnalité est multiple, aussi grâce aux autres. Ce n'est pas un système politique, le communautarisme, c'est un système philosophique. Et malheureusement aujourd'hui, à part des mouvements en Espagne, en Italie et en Amérique du sud – on va l'année prochaine, grâce à quelques camarades, faire une réunion à Rennes sur le personnalisme... Mais moi, je suis resté fidèle, je l'ai expliqué dans plusieurs revues, avec des réflexions un peu modernistes de ceux qui s'occupent des esprits actuellement, mais je maintiens. Je maintiens et je pense qu'il y a un lien entre ça et mon engagement européen.

[Étienne Deschamps] J'allais vous poser cette question. Diriez-vous que l'engagement européen, qui a été le vôtre, a été guidé, aiguillonné par le personnalisme?

[Jacques Delors] Mon père, qui était le personnaliste né, mon père vous savez, j'ai vraiment beaucoup d'admiration pour cet homme, qui n'a jamais entre les deux guerres [...], alors que je vous le dis, il est resté à Verdun sur le champ. Un officier allemand a voulu l'achever et il s'en est sorti, a-t-on encore tiré sur lui. Mais mon père était comme ça, un grand combattant de 14 – qui était déjà une guerre atroce –, qui dit: «Mais on ne peut pas continuer comme ça!». C'est un grand message. C'est peut-être le plus grand message qu'il m'a apporté, je l'ai toujours gardé, avec celui du personnalisme communautaire auquel je reste fidèle. Nous ne sommes plus beaucoup.

[Étienne Deschamps] Et comment ce personnalisme communautaire a-t-il pu être mis en pratique dans la vie politique active qui a été ensuite la vôtre?

[Jacques Delors] La gauche. Il y a cette phrase d'un écrivain suisse qui dit: «La nature est à droite, l'homme est à gauche». C'est tout. Je pense que croire en l'homme, c'est être à gauche. Alors après, on peut décliner ça de différentes façons. Il y a des gens qui sont dans la majorité actuelle qui pensent comme moi. Mais c'est ça, mon point de vue, c'est ça, c'est que je crois en l'homme avec lucidité.

III. Activités et formation au Commissariat au Plan

[Étienne Deschamps] En 1962, vous intégrez le commissariat au Plan, quelle est à ce moment-là la trace que Jean Monnet a laissée auprès de ses anciens collaborateurs? Je sais que vous avez été proche de quelqu'un comme Jean Ripert.

[Jacques Delors] Ah oui, très proche! Là, j'ai eu beaucoup de chance, parce que la Banque de France avait accepté que, en dépit de mon travail, je sois représentant de la CFTC au Conseil économique et social. Et j'ai fait un rapport sur les finalités du IV^e plan que Jean Monnet, grâce aussi à Ripert, que plutôt monsieur Massé au commissaire au Plan a vu, et il m'a recruté au Plan, les meilleures années de ma vie, 62-68, au Plan. Vraiment magnifiques! Un climat intellectuel, un climat de dialogue social, magnifique! Jamais je ne remercierai assez le destin de m'avoir donné cette période. Pour moi, c'est la plus belle. Donc j'étais heureux comme tout, la Banque de France a accepté mon détachement en disant: «C'est dommage, puisque vous aviez une belle carrière à la Banque de France», mais j'étais absolument attiré par ça. Jean Ripert, Paul Lemerle, chef du service économique, ces gens-là... et puis moi, j'ai toujours eu la passion du service public, j'ai regretté de ne [...] – enfin la Banque de France, c'est aussi le service public –, mais pour moi, le service public est essentiel. Et même aujourd'hui encore, je ne crois qu'en ça. Comme vocation.

[Étienne Deschamps] Et Jean Monnet était quelqu'un dont on parlait encore à la rue de Martignac?

[Jacques Delors] Oui, on parlait de lui, on parlait des commissions de modernisation, de cette concertation au sein des commissions, mais aussi le fait que le commissaire au Plan, qui était génial, dont plus personne ne parle, Pierre Massé [*sic*]. Il y avait eu monsieur Hirsch, le grand-père de Martin Hirsch actuellement, pour situer, pour les gens qui verront ça. Et puis, il y a eu Pierre Massé, qui était un homme d'EDF, magnifique, qui a fait des écrits oubliés aujourd'hui. Et cet homme avait le contact avec le président de la République, le général de Gaulle, le Premier ministre. Et donc nous jouions un rôle important, intellectuellement et même politiquement. Donc ça a été pour moi une école formidable, parce que... J'ai toujours eu de la chance. À la Banque de France, même quand j'étais jeune, je voyais le gouverneur qui me renvoyait un papier que j'avais fait avec enthousiasme la veille au soir, parce qu'il avait six pages, il me disait: «Deux pages, Monsieur!». Et puis la même chose pour Massé, donc j'ai appris à travailler, je ne savais pas travailler. Moi, j'ai beaucoup appris des autres, et ces gens [...], j'ai eu de la chance. Je ne dis pas autre chose, je ne dis pas du mérite, j'ai eu de la chance. Et puis la *Vie Nouvelle* m'avait beaucoup apporté et puis c'était une manière de travailler avec mon épouse, etc. Tout ça... Il n'y avait pas beaucoup de temps pour le loisir à proprement dit, mais ça marchait. Et le Plan, ça a été formidable parce qu'en 63, j'ai été rapporteur de la grève des mineurs, grève célèbre, qui détient beaucoup d'enseignements pour l'avenir, donc c'étaient les meilleures années de ma vie.

[Étienne Deschamps] À ce moment-là, l'Europe ne figure pas au premier plan de vos préoccupations?

[Jacques Delors] Ah si, si, si, parce que je m'intéresse à l'Europe, on en parle beaucoup dans *Citoyen 60*. Si vous avez la collection, vous verrez que l'on a fait beaucoup d'articles. Nous étions très européens, contrairement à une partie de la gauche. Et nous avions aussi beaucoup d'intimité avec Michel Rocard, qui a été le grand homme de la nouvelle gauche. Ce n'est pas moi, c'est lui. Et qui a beaucoup travaillé. Avant, nous avions beaucoup de relations et les clubs étaient cajolés à l'époque. Comme *Jean Moulin*, mais le nôtre aussi. Donc nous faisions, si vous regardez la collection, beaucoup de numéros sur l'Europe. Et dans un scepticisme un peu général.

[Étienne Deschamps] Vous avez dans de multiples écrits expliqué les raisons de votre attachement à l'action et à la personnalité de quelqu'un comme Pierre Mendès France. Vous n'êtes pas sans savoir que les historiens et les militants européens, en tout cas les fédéralistes, aujourd'hui encore ont un regard, disons, un peu critique à l'égard de l'action européenne, strictement européenne de Mendès France, et je pense notamment à la CED. Est-ce qu'à l'époque, dans la première partie des années 50, vous portiez personnellement un jugement sur l'action européenne?

[Jacques Delors] Je crois que là, il faut faire, en ce qui me concerne uniquement, quelques distinctions. Premièrement, je n'aurais jamais fait de politique sans Mendès France. Parce que c'était une conception de l'État, du dialogue avec les citoyens qui me convenait parfaitement. Quand il a été au pouvoir, je n'étais pas dans le coup. Mais des amis m'ont beaucoup aidé, comme Simon Nora et d'autres. Ça c'est le premier point. Deuxièmement, la CED, je pensais que c'était prématuré au fond de moi-même. Je savais qu'il ne passerait pas à l'assemblée. Mais il a fallu beaucoup batailler pour qu'il devienne vraiment européen après, parce que peut-être qu'au début sur la CED ce n'était pas faisable, c'était prématuré. Mais je pense que le cœur n'y était pas. Mais au bout des années de sa vie politique, au début des années 60, etc., il est devenu plus européen. Mais il ne l'était pas franchement au début. Il y avait un point d'interrogation, mais pas à cause de la CED. En général. Lui aussi pensait que la France n'était pas mûre. Et puis, il n'avait pas mon approche. Mon approche était communautarienne, donc nous n'avions pas la même approche. On s'est beaucoup disputé. Je l'ai vu ensuite souvent, on s'est beaucoup disputé. Mais après, il est devenu très européen. Et jusqu'en 80, il est devenu très européen dans les années 70 et 80, mais il a fait un livre *La science économique et l'action*, qui était vraiment un livre où, aujourd'hui, on parle de Keynes, il faut relire ce livre. Même s'il date de par certains aspects. Donc il y avait là quelque chose d'inspirant dans ce qu'il y a de meilleur chez Keynes. Donc tout cela, ça me touchait aussi, parce qu'on se demandait si la France allait prendre le tournant de la modernisation. Il ne s'agit pas simplement de se reconstruire, mais de prendre le tournant de la première modernisation. Il y en a une deuxième maintenant. Première modernisation.

[Étienne Deschamps] D'où l'attachement que vous conservez aujourd'hui encore pour l'action que vous avez pu mener au sein du commissariat au Plan.

[Jacques Delors] Ah oui, ça pour moi, c'est essentiel. C'est mon bonheur professionnel, mais en plus, nous avons fait beaucoup de choses. Et aujourd'hui c'est oublié, on a même supprimé le commissariat du Plan pour le remplacer par un CAS. Mais on a oublié une chose, c'est que le commissariat du Plan était dans une société difficile, comme la société française, ce n'est pas la seule. Vous êtes Belge, vous? Bon, alors vous savez. Dans cette société difficile, un endroit où chacun peut dire franchement ce qu'il pense: l'intellectuel son évaluation, le patron ses difficultés, le syndicaliste ses angoisses. Indispensable. Il a beau y avoir un bon conseiller à l'Élysée, rien ne remplace cet endroit et on l'a tué. Et nous à l'époque [...], moi, vous savez, quand j'ai fait le rapport sur la grève des mineurs, ma femme recevait à dîner chaque syndicaliste, chaque syndicat pour leur dire [...] – tout ça c'est des rapports –, ce n'était pas pour leur taper sur l'épaule, c'était pour mieux comprendre. Et leur dire qu'il y avait des choses possibles et pas possibles. Ça, le commissariat du Plan, voulu par Jean Monnet, animé par monsieur Hirsch et par monsieur Pierre Massé, c'était une institution centrale pour une société hypercentralisée, une société divisée, inquiète sur son avenir déjà. Et cette institution a été remarquablement gérée par ces trois hommes. Jean Monnet, c'était plutôt la reconstruction, la modernisation, il effrayait les patrons quand il leur disait: «On va augmenter de 50 %». Martin [sic] Hirsch n'a pas été là longtemps mais il était européen, et puis Massé était génial. Et puis après, il y a eu Jean Ripert qui a fait tout ce qu'il a pu. Mais l'institution est aujourd'hui [...], même des gens de droite me disent: «Mais pourquoi n'a-t-on pas gardé le commissariat du Plan, alors qu'on a des problèmes de dépenses et de recettes publiques et une projection nécessaire?» Si ça venait d'une institution extérieure, ça aurait plus de poids. Donc la France a perdu là, c'est une décision malencontreuse du Premier ministre, monsieur de Villepin.

[Étienne Deschamps] Et le commissariat au Plan a été également formateur d'autres personnalités moins publiques, mais extrêmement impliquées dans les questions européennes... je pense à quelqu'un comme Paul Delouvrier.

[Jacques Delors] Oui, il y a aussi monsieur Ortoli, commissaire au Plan, désigné par monsieur Pompidou. Ça l'a changé, François-Xavier. Qui a été quand même un homme remarquable, malheureusement, moi il me manque. Parce que c'était un homme qui avait un diagnostic extraordinaire. Tout cela, il l'a compris quand il est venu au Plan. Il a compris ce qu'était un carrefour indispensable pour la société française et disparu aujourd'hui. Et que d'autres pays en ont fait l'expérience, j'en ai parlé à monsieur Prodi, avec ce qui s'est passé en Italie; aux Pays-Bas, c'est encore plus net. Donc on a besoin dans des sociétés extrêmement divisées, même si la coupure dans les classes sociales n'est pas la même chose qu'avant, on a besoin d'un

organisme comme ça en France. Malheureusement, on a voulu le transformer en un *think tank*, avec la fascination, sans les appliquer, des idées anglaises et allemandes qui sont différentes. En Angleterre, c'est au *Cabinet Office* quelques personnes; en Allemagne, c'est un Conseil de sages indépendants mais on n'a pas trouvé la formule. On avait la formule, on l'a perdue.

[Étienne Deschamps] Est-ce que les rapports humains que vous avez tenu à entretenir dans ces négociations, alors que vous étiez au commissariat au Plan, cette concertation sociale, vous avez malgré tout continué, ou en tout cas, essayé de l'appliquer quand vous avez occupé les fonctions européennes de premier plan?

[Jacques Delors] Non, d'abord en 69-72 avec Chaban-Delmas, expérience qui aujourd'hui est ignorée, puisque quand on a voulu réfléchir sur l'anniversaire de mai 68, quarante ans après, on est passé tout de suite du gaullisme-pompidolisme à Giscard, mais cette expérience est très importante de trois ans. Mais là, vraiment, comme disaient les gens de droite, ils ont rétabli la paix sociale, entre guillemets. Donc c'est une expérience vraiment importante et je m'en suis souvenu quand j'ai été désigné comme président de la Commission. Je m'en suis souvenu. J'avais été nommé en juin, dès le mois de juillet 2004, j'ai téléphoné à l'UNICE et à la CES et je leur ai dit: «Rendez-vous en janvier à Val Duchesse!», parce que je considère que rien n'est possible sans cela. C'est un élément essentiel du modèle européen. Et donc on a fait beaucoup, beaucoup plus qu'on ne pense aujourd'hui et qu'on a oublié. C'est peut-être ma fierté essentielle, ça. Parce que ce n'était pas facile. Quand j'ai fait ça, il y a dix copains dans tout le pays qui m'ont dit: «On ne parierait pas un écu que ça marche». Et ça a marché. Mais ça n'était pas marcher dans la mystification. Car les syndicats – vous pouvez lire le livre que va publier Emilio Gabelio sur le syndicalisme en italien dans les semaines qui viennent, avec un historien réputé italien –, vous verrez que ça n'était pas [...], ça a joué beaucoup, pour eux aussi.

IV. Jacques Chaban-Delmas, la concertation sociale et la Nouvelle société

[Étienne Deschamps] Vous avez évoqué la personnalité de Jacques Chaban-Delmas. Parlez-nous un petit peu de la Nouvelle Société. De quoi s'agissait-il et quelle était la nature, vraiment l'essence de ce projet singulièrement français dans le contexte international de l'époque?

[Jacques Delors] Jacques Chaban-Delmas, dès les années 60, avait réuni auprès de lui, alors qu'il était président de l'Assemblée nationale, des personnalités vraiment importantes, dont monsieur Laroque, le père de la sécurité sociale en France, monsieur Chalandon, pour discuter sur l'avenir de la France. Il avait été frappé lors d'une réunion avec Johnson, qui avait succédé à Kennedy si je ne me trompe pas de nom. Il lui avait parlé de la grande société. C'est lui qui avait eu cette formule, parce qu'il pensait qu'après mai 68, il fallait offrir une perspective de convergence et non pas de division. Division entre les générations, division entre les classes sociales, etc., donc c'est lui qui avait eu cette idée. Et donc quand il me l'a avancée, moi je me suis dit: «La nation, la France est très bouleversée par les événements 68, il faut éviter le pire». Et donc nous sommes allés avec un homme encore plus important que moi, Simon Nora, qui était un collaborateur de Mendès France. Un homme qui avait fait peser son choix. Donc, Chaban-Delmas voulait offrir à la France une perspective de progrès et de réconciliation et de convergence avec le social, mis au même niveau que l'économique. Malheureusement, cette expérience a quand même réussi, et ceux qui craignaient le plus ont eu la paix sociale. Parce que beaucoup de gens avaient peur après mai 68, ils ont toléré pendant trois ans, mais au bout de trois ans, ils ont dit: «Ça suffit!». Le calme est revenu, revenons aux bonnes traditions habituelles. Et donc monsieur Chaban-Delmas a été chassé, non pas pour des raisons de politiquaillerie ou d'éthique, mais uniquement parce que ceux qui gouvernaient la France disaient: «Ça suffit!». Trop d'audace, on revient à la tranquillité, voilà. C'est honteux pour la société française, mais ça s'est passé comme ça. Mais vous remarquerez que dans toutes les revues qui ont parlé des quarante ans de 68, cet épisode est occulté. Alors je ne dis pas parce que j'en étais, mais je pense que puisque que j'ai eu l'occasion de parler devant des archives historiques, il fallait le rappeler.

[Étienne Deschamps] Effectivement c'est une singularité, deux personnages dont vous nous parlez dans

cette interview, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Mendès-France sont curieusement assez oubliés par les jeunes générations d'aujourd'hui.

[Jacques Delors] Voilà.

[Étienne Deschamps] Et c'est une question que les historiens, quel que soit leur âge, se posent. Mais comment se fait-il que des personnalités telles que celles-là...

[Jacques Delors] Mais la fabrique de la France doit être revue par les historiens, la fabrique de la France, de ses égoïsmes, de ses fantasmes, de ses aspirations, de ses frustrations doit être revue à la lumière de ces deux événements. Et pas simplement parce qu'il y avait le colonialisme dans un et mai 68, d'une manière plus générale, pour essayer de concevoir la place de la France en Europe et dans le monde. Eux deux l'avaient bien positionnée. Monsieur Pompidou aussi, dans sa politique européenne. Il faut quand même le dire.

V. Les premières expériences communautaires, et membre du Parlement européen

[Étienne Deschamps] Dès le courant des années 70, la Commission européenne vous sollicite à plusieurs reprises pour participer à des groupes d'experts sur des questions évidemment économiques et sociales puisque c'est votre attaché, votre centre d'intérêt principal en matière de vie publique. En quoi consistent ces missions d'experts et ces débats, d'une façon générale, auxquels vous avez pu participer?

[Jacques Delors] Bon, il y a eu trois commissions, je vais vous faire l'économie de les énumérer. J'ai été simplement président de la troisième. Et ça montrait de la part de la direction générale des Affaires économiques à la Commission une grande curiosité. Et moi, ayant décidé, pour désaccord, de quitter mon poste de secrétaire général à la formation permanente, que je devais au fait que j'avais fait la loi de 71 sur la formation permanente en France, j'avais quitté le gouvernement; au lieu d'aller dans les affaires, j'avais choisi l'université. Et j'étais content du point de vue européen et compte-tenu de mon club «Échanges et Projets» de pouvoir participer à ces trois groupes. J'ai beaucoup appris. J'ai vu des fonctionnaires vraiment curieux ouvrir les fenêtres, comprendre ce qui se passait dans le monde. Si vous voulez, tout ça a préparé ma venue à la Commission, mais eux-mêmes l'ont préparée, pas moi, mais eux. Et c'était vraiment passionnant de voir comment on confrontait ses moyens et là, j'ai eu l'occasion de rencontrer des hommes de talent. Je vais en nommer un, parce qu'il est complètement oublié: Giorgio Ruffolo, Italien, que je vous recommande de consulter un jour. Il a été commissaire au Plan en Italie, c'est un intellectuel remarquable. Il vaut la peine d'être vu et d'être auditionné. Donc j'ai vu tous ces gens-là, moi ça me permettait en plus de mon enseignement et de mon centre de recherches à l'université de Dauphine de rester dans le coup du milieu européen. Et ça a vraiment – c'est une coïncidence – facilité ma venue au Parlement européen. Si vous voulez, je faisais sans le vouloir de la formation professionnelle.

VI. Les partis politiques européens

[Étienne Deschamps] Fin des années 70 – 1978-1979 –, vous acceptez de participer aux élections du premier Parlement européen, élu au suffrage universel direct.

[Jacques Delors] En mauvais rang... En mauvais rang, parce que j'étais une sorte de poule dans une couvée de canards pour les socialistes. Donc j'avais un mauvais rang mais il y a eu tellement d'élus que j'ai été élu. Et à ce moment-là, quand il a fallu trouver un président de la commission économique et monétaire – oh horreur! –, eh bien on m'a mis là. J'ai eu de la chance encore.

[Étienne Deschamps] Est-ce que vous vous souvenez d'une effervescence particulière en France auprès de vos potentiels électeurs, lors de la campagne électorale, pour ce Parlement qui, pour la première fois de son histoire, était véritablement élu au suffrage universel direct?

[Jacques Delors] Non, je n'ai pas vu un grand mouvement d'opinion publique pour parler franchement. Nous avons fait notre travail, moi j'ai surtout fait un travail européen. On m'avait chargé de faire des réunions dans tous les pays européens. Donc j'ai fait ça, j'ai été chargé de ça, et puis, en plus, j'étais dans un rang où je me disais, je ne serai pas élu, donc la beauté de mon geste peut les aider. Puis, par hasard, j'ai été élu et le fait inattendu, c'est que personne [...] puisque le Parti socialiste français pouvait avoir une présidence de commission – commission économique et monétaire –, ça ne fascinait pas les gens, alors on m'a mis.

[Étienne Deschamps] Et une fois élu, est-ce que vous avez senti, vous qui n'aviez pas été parlementaire national auparavant...

[Jacques Delors] Ah, c'était passionnant, parce que d'abord, la matière – commission économique et monétaire. Ça voulait dire le marché commun, la concurrence, le peu de monnaie qu'il y avait à ce moment-là. Mais enfin, il y avait quand même le SME, donc c'était une commission qui était dédaignée. Une grande commission, c'était la commission budgétaire, trustée par les Allemands, la commission au commerce extérieur, donc là j'ai beaucoup appris et surtout j'ai été très aidé par les commissaires. Parce que de 79 à 85, les commissaires qui étaient là m'ont beaucoup aidé. Jenkins, Thorn, Davignon – formidables! –, Ortoli. Tous m'ont aidé. Lorenzo Natali, remarquable commissaire. Donc si vous voulez, j'ai eu de la chance là, j'ai pu faire travailler ma commission. Ils ont vu que la commission travaillait, non pas que j'étais calé, mais parce que j'avais des méthodes de travail et dans le fond, cette commission avant que j'arrive était très attentive au Parlement européen, très attentive. Donc j'ai beaucoup [...] Je me suis donc dit: «Pourquoi ça ne marche pas, ce n'est pas à cause de la commission». Parce que c'est bloqué au niveau des gouvernements. D'où le Conseil européen de Fontainebleau, où François Mitterrand avec son génie particulier a débloqué la situation. Mais si vous voulez, vous m'auriez dit: «Comment va la commission?» «Mais, très bien, ils sont capables et tout, mais ce ne sont pas eux qui décident.»

[Étienne Deschamps] Et ce travail au sein de la commission monétaire du Parlement européen vous a-t-il permis de nouer des contacts qui, quelques années plus tard, quand vous êtes revenu à Bruxelles à la Commission...

[Jacques Delors] Non, ça m'a permis de nouer des contacts avec mes maîtres, on va dire ceux qui m'ont beaucoup aidé quand j'étais ministre des Finances, Ortoli, et ceux qui m'ont beaucoup aidé après, Natali et Davignon, qui est un maître en Europe. Quand on veut comprendre l'Europe – je sais que vous avez fait [...], je vais le regarder avec avidité –, [...] un grand maître de l'Europe. Donc tous ces gens-là m'ont appris. Mais moi, si vous voulez, j'accepte d'apprendre, d'écouter. Et donc j'enregistre, je garde ma philosophie de l'existence, peut-être ai-je quelque talent particulier comme conciliateur, rapprocher des points, mais tous ces gens-là, ça a été pour moi [...], je faisais encore de la formation continue à ce moment-là.

[Étienne Deschamps] Mais le vicomte Davignon serait heureux de savoir ce que vous pensez, manifestement de façon très positive, de l'action européenne qui a pu être la sienne. Dites-nous en quelques mots.

[Jacques Delors] Formidable, remarquable. Président de la Commission, sans doute aujourd'hui un des hommes qui peut le plus, avec Kohnstamm et Peter Sutherland, mais surtout lui [...]. Vous savez, en Belgique, la tradition européenne est remarquable. Il peut y avoir des difficultés nationales, mais la qualité de leurs représentants et de leurs diplomates est exceptionnelle. Il faut toujours rappeler ça aux gens qui regardent la Belgique comme ça... Et donc Davignon, non seulement au Parlement européen, mais ce qu'il a fait sur la sidérurgie, c'est remarquable. Je ne crois pas que quelqu'un d'autre aurait pu le faire. Et donc, je lui tire mon chapeau, c'est magnifique. Et aujourd'hui encore, je l'écoute quand il parle. C'est un sage. Je pense qu'il n'a pas été Premier ministre parce qu'il est wallon ou d'origine wallonne.

[Étienne Deschamps] ...il est francophone, francophone au minimum.

[Jacques Delors] Il l'aurait mérité. Aujourd'hui, je sais aussi que c'est l'avis de Romano Prodi, on le consulte. C'est un sage. Mais à ce moment-là, il m'a frappé par son action et surtout son attention vis-à-vis du Parlement. Les seules choses qui ne sont pas connues, on croit que c'est nouveau. Mais non. Cette commission Thorn, elle était très attentive au Parlement, Gaston Thorn lui-même. Ils avaient mis des bons textes sur la table, ça ne marchait pas au Conseil des ministres. Et moi, ce que j'ai fait, c'est que j'ai pu – peut-être un miracle! – faire en sorte que ces textes soient débloqués. Mais ils avaient fait les textes. Et ça, il faut rendre hommage au travail de la Commission, avant mon arrivée. Franchement, honnêtement, ce n'est pas de la flagornerie, c'est juste, équitable.

[Étienne Deschamps] Même si vous n'êtes pas resté très longtemps au Parlement européen, vous venez de nous dire pourquoi cette période était extrêmement importante et formative pour vous. Est-ce que vous avez à l'époque été sensible et impliqué dans les efforts menés par les partis européens ou par les fédérations de partis?

[Jacques Delors] Non, pas encore, il a fallu que j'attende l'arrivée de monsieur Rasmussen, actuellement président du PSE, que j'ai aidé un peu à mesure de mes moyens. Vraiment, jusque là, si je devais faire une émission décourageante, je vous parlerais pendant une demi-heure du PSE, mais grâce à Rasmussen, ça change. Mais c'est tellement difficile, par exemple, avant un Conseil européen, entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas. Imaginez une réunion du Parti socialiste européen, entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui n'y sont pas. Tout ça est compliqué, et donc il n'y a pas encore [...] mais je veux rendre hommage à Rasmussen. Il a fait un travail formidable mais ce n'est pas encore gagné. Il le sait... Et c'est pareil pour le PPE, même si celui-ci a une sorte d'autosatisfaction parce qu'il est majoritaire. Attention! Ce n'est pas gagné. Dans l'esprit des gens, dans le civisme, attention!

[Étienne Deschamps] Partagez-vous l'avis de ceux qui considèrent que les partis européens, les coupoles, disons européennes, des partis nationaux ont un rôle important à jouer dans la construction européenne?

[Jacques Delors] Oui, c'est grâce aux efforts faits, y compris par la Commission, à la création de fondations, de *Stiftungen*. C'est une bonne chose, ça va mieux, ça va mieux mais ça reste encore... Si vous voulez, comme nous sommes dans une fédération d'États nations, même pas inachevée, le rôle des gouvernements nationaux est important pour la pédagogie de l'Europe. Bon, il reste beaucoup à faire, et puis en plus le fait qu'on dise que la social-démocratie est en crise. Je n'aime pas ce mot. Elle est en crise, parce qu'elle gagne dans les faits. Donc c'est assez compliqué comme l'a dit Oscar Fischer, de parler de la crise de la social-démocratie. Quand je vois les gouvernements, ils font de la social-démocratie même quand ils sont à droite. Mais c'est difficile pour le PS, alors que le PPE, il vit sur la rente avec des gens qui ont des opinions différentes, et au milieu quand même, il y a le libéral-démocrate, ça compte aussi. Je pense qu'au Parlement européen, c'est un bon microcosme pour voir, analyser et agir. Et il joue un rôle de plus en plus important.